



À la « fronde des patrons », opposons l'union de nos colères !

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche de France et l'un des plus riches de la planète, a sans vergogne mis en scène ses pleurnicheries : milliardaire écrasé par l'impôt, il n'aurait d'autre choix que de délocaliser le « made in France ». Tous les PDG du CAC 40 lui ont aussitôt emboîté le pas pour dénoncer les taxes et les « contraintes ». Leur modèle est outre-Atlantique, où souffle selon eux « un vent d'optimisme », sous l'égide du gouvernement d'extrême droite Trump-Musk, puisque les vannes de l'argent public sont grandes ouvertes... pour arroser les capitalistes.

Bayrou et Bardella, serviteurs des patrons

En France comme aux États-Unis, s'ils veulent tailler dans le vif les dépenses publiques, c'est pour permettre à ces ultra-riches de rafler toujours plus la mise. Moins de services publics, de budgets sociaux, si insuffisants soient-ils : tout pour eux. Plus question de normes sanitaires ou environnementales : ils s'arrogent le droit de continuer à nous empoisonner à coups de polluants éternels et de détruire la planète.

Bayrou s'efforce de démontrer qu'il est le meilleur serviteur des classes possédantes. Quitte à utiliser à nouveau le 49.3 pour imposer son budget qui coupe toutes les dépenses sociales, de santé, d'éducation, de retraite, et continuer à transférer des milliards aux patrons et aux gros actionnaires. Se plaçant sur le même terrain, Bardella s'est livré à une vibrante défense des « capitaines d'industrie français », « écrasés sous une fiscalité étouffante », lors de son meeting du 1er février. Une manière de se positionner en futur chef de gouvernement auprès des milieux d'affaires. Après Trump-Musk aux États-Unis, un gouvernement Bardella-Arnault en France ? Un gouvernement au service des patrons, déclarant une guerre totale au monde du travail.

Les capitalistes sont les seuls fauteurs de chômage et de misère

Le ministère du Travail a annoncé l'augmentation brutale du chômage en France : 3,5 % de plus en 2024. Au total, plus de 6,2 millions de personnes sont en manque d'emploi dans le pays, toutes catégories de chômeurs confondues. Pas étonnant vu la liste de plans de licenciement, de fermetures d'entreprises qui s'allonge tous les jours. Près de 300 000 emplois sont actuellement menacés ou supprimés. Mais, dans le même temps, les grands groupes du CAC 40 qui sont les responsables de ces

licenciements, les Carrefour, Auchan, Stellantis, Michelin, TotalEnergies et bien d'autres, dépassent leurs records : près de 100 milliards d'euros ont été versés à leurs actionnaires en 2024.

Alors que les conditions pour toucher des allocations de chômage sont toujours plus restrictives, ces licenciements condamnent bien des familles à la misère. Pour les plus grands profits de ces exploiters, les travailleurs et travailleuses privés d'emploi peuvent maintenant se voir imposer 15 heures de travail gratuit par mois.

Face au pôle des milliardaires, il faut un pôle des salariés en lutte

Non contents de ruiner des vies et d'être les seuls responsables de la crise sociale actuelle, ils sèment la haine et la division parmi les plus exploités, pour mieux masquer leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse du gouvernement, avec ses déclarations sur la « submersion migratoire », ou de l'internationale de l'extrême droite dont Musk est à la tête, ils ont un même but : faire monter le racisme pour nous détourner du chemin des luttes sociales. Ces luttes, elles existent pourtant, mais en ordre dispersé. Des luttes pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), parce que nous voulons vivre, et pas seulement survivre. **Des luttes contre les licenciements, comme à Michelin à Cholet, ou dans d'autres entreprises menacées. C'est bien là que se situe le pôle qui seul serait capable de s'opposer au pôle des milliardaires.**

Retrouve tous nos éditos
et articles en ligne sur
notre site internet avec ce
QR-Code



Nouvelle instrumentalisation du gouvernement...

...suite au grave accident de car ayant causé la mort d'une jeune collégienne. Affaire instrumentalisée par le gouvernement pour en faire un coup de com et justifier de déployer son arsenal répressif de police. Quand il s'agit de contrôles, Retailleau tient ses promesses : de nombreux contrôles de permis, drogue et alcoolémie sont faits par la police sur les terminus, mais parfois même sur ligne avec les voyageurs dans le bus ! Assurer notre sécurité et celle des voyageurs, oui, mais pas au service d'une démonstration policière du gouvernement.

Plus on est, plus on est fort !

La direction continue sa campagne de recrutement après avoir ralenti les embauches pendant des années. Nous avons quelques idées : augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail ! Se battre pour les obtenir serait la meilleure manière d'accueillir nos nouveaux collègues et de prendre ensemble de bonnes habitudes de luttes collectives !

Bienvenue aux futurs camarades de luttes

Au bus, la direction veut recruter 1650 machinistes en 2025. Nos nouveaux collègues vont vite découvrir les conditions de travail dégradées et les 300 euros qu'ils ne partagent pas avec les « anciens » embauchés. La direction veut nous diviser en multipliant les statuts et les grilles de salaires, ou via « l'ouverture » à la concurrence, mais peu importe le nom de l'entreprise sur nos chemises, c'est notre condition de travailleurs qu'on partage !

Une direction toxique !

Une expertise confirme que dans les ateliers de maintenance les travailleurs sont exposés aux gaz d'échappements et à des produits toxiques. La direction en bonne capitaliste s'en moque, et en est même responsable car tous les moyens sont bons pour économiser : mensonges quant aux résultats des contrôles interne, fiches de données de sécurité pas mises à jour... 65 collègues ont assigné la RATP aux prud'hommes, ils ont raison de ne pas se laisser faire !

Scandales à répétition !

Sur la ligne 13 les conducteurs ont appris la présence d'amiante lors de travaux, ils ont réagi par la grève pour montrer leur colère ! Chaque fois qu'il y a des travaux ou que l'on gratte un peu on découvre de l'amiante dans les ateliers ou ailleurs. C'est par notre mobilisation qu'on imposera que nos vies passent avant leurs profits !

Se battre pour nos salaires !

Comme chaque année la période des NAO s'ouvre, l'an dernier la direction s'est félicitée de nous augmenter, mais ce n'est qu'en décembre que nous avons reçu la totalité des 15 points d'augmentation. Ça reste toujours bien en deçà de nos besoins et pour l'exprimer la CGT appelle à se « mobiliser » jeudi 6 février devant le siège à Bercy ! Cette journée peut être un début pour s'organiser face aux attaques patronales et exprimer ensemble nos revendications !

La boîte voudrait circonscrire la question des salaires à ces négociations, mais pour nous c'est toute l'année quelle se pose alors c'est toute l'année que nous devons nous battre : 300 euros en plus !

À la RTM comme ailleurs, face aux agressions : solidarité !

Il y a dix jours, les conducteurs du réseau urbain marseillais ont massivement exercé leur droit de retrait suite à la violente agression d'un des leurs. Les incivilités et violences dans les transports publics sont aussi vieux que les transports publics eux-mêmes. Certains font leur beurre d'un prétendu « ensauvagement », bien efficace pour vendre des pages de publicité, et des votes reposant sur la peur et la haine.

Mais aucune de ces surenchères sécuritaires et systématiquement racistes vont traiter la violence de cette société à la racine : l'individualisme-roi, comme ciment de notre exploitation à tous. Loin de ces divisions, la réaction collective des salariés de la RTM montre la meilleure voie face aux agressions, qu'elles viennent de certains usagers ou des capitalistes en costard-cravate fauteurs de violence sociale : notre solidarité !

États-Unis : Elon Musk est-il allergique à l'humour ?

Alors que la chasse aux migrants lancée par Trump se poursuit, dans un sketch, vu près de 11 millions de fois sur Tik Tok, le comédien new-yorkais Demetrius Fields fait mine d'appeler l'Agence fédérale américaine de contrôle de l'immigration (ICE-Immigration and Custom Enforcement) pour dénoncer un « sale migrant ». L'homme, né en Afrique du Sud, est devenu citoyen américain en 2002 après, selon le *Washington Post*, avoir travaillé illégalement dans le pays dans les années 1990. Il s'agit bien sûr d'Elon Musk, proche collaborateur et chaud partisan de la politique migratoire du Président. Il a, paraît-il, peu apprécié la plaisanterie. C'est en quelque sorte l'arroseur arrosé.